Les mineurs de Jbel Aouam et les Anciens Mineurs du Nord-Pas-de-Calais

La mine Jbel Aouam est exploitée par l'entreprise minière française C.M.T. Celle-ci ne respecte pas les droits de ses employés. A titre d'exemple, les droits sociaux garantis par la législation du travail au Maroc, qui découle du code du travail et des différents accords professionnels relatifs au secteur minier imposent la présence d'un médecin et d'infirmiers. Le rôle de ce personnel médical est d'examiner les mineurs pour vérifier que leur état de santé les autorise à travailler dans les postes qu'ils occupent. Ils jouent à cet effet un rôle préventif quant aux risques d'accidents du travail. Mais la C.M.T. ne respecte pas cette réglementation. S'ajoute à cela le fait que les entreprises de sous-traitance à Jbel Aouam respectent assez peu les dispositions du droit du travail. La sous-traitance place les mineurs dans des lieux de travail dangereux où les autres mineurs travaillant à contrat fixe n'ont pas le droit de se trouver. En effet, certains mineurs sont sous contrats à durée déterminée avec des sociétés d'intérim qui se soucient peu de la législation du travail. Ces contrats précaires sont renouvelés tous les trois mois et à chaque renouvellement le mineur perd l'ancienneté et les avantages qu'il a pu avoir.

Ce manque cruel de conditions de santé et de sécurité fait qu'on enregistre un chiffre élevé d'accidents du travail dans cette mine. Des maladies du travail telle que la Silicose touchent en masse les mineurs. En l'espace de trois mois, trois mineurs ont péri dans la mine de Jbel Aouam. Il s'agit d'Issam Raji mort le 10 octobre 2012, Mostapha Foughali mort le 23 octobre 2012 et Saïd Zamzami mort le 6 novembre 2012. Une dizaine d'accidents ont été enregistrés dont dix fractures, une d'entre elles se situant même au niveau de la colonne vertébrale. Il est à noter que tous ces accidents du travail auraient pu être évités si l'entreprise avait fait son travail de sécurisation des lieux.

Et comme si tout cela ne suffit pas, les droits syndicaux sont totalement bafoués. Six mineurs ont dernièrement été licenciés pour avoir participé à une grève. Les autres mineurs grévistes vivent sous la menace d'un licenciement prochain. La gendarmerie de Mrirt a convoqué sept mineurs pour enquêter avec eux à propos de la grève à laquelle ils avaient participé et les accuse d'avoir organisé une manifestation de contestation non autorisée. En revanche les mineurs qui ne participent pas aux grèves se voient récompensés par l'employeur. Celui-ci leur offre des salaires plus élevés ou leur octroie un contrat à durée indéterminée en guise de contrepartie.

En 2007, la militante Souad Guennoun a fait un reportage sur les mineurs de Jbel Aouam. Souad est allée donner la parole aux mineurs grévistes de Jbel Aouam. Nous apprenons à travers leurs témoignages qu'en 1993, l'entreprise de Jbel Aouam avait fermé durant 3 ans sous prétexte de faillite. Sept cent (700) mineurs à contrat fixe ont ainsi été licenciés et se sont retrouvés dans la misère. A la réouverture de la mine, C.M.T. la nouvelle société de Jbel Aouam n'a réembauché à contrat fixe qu'un tout petit nombre de ces 700 mineurs.

L'entreprise française C.M.T. ne se gêne aucunement pour demander aux mineurs de signer trois feuilles de contrat blanches qu'elle remplit ensuite à sa guise! On y apprend qu'un mineur licencié à la rentrée scolaire s'est suicidé car ne trouvant pas de quoi acheter les fournitures scolaires pour ses enfants. Un directeur a confié à un mineur : « Je dois vous affamer pour mieux vous diriger ! »

Cette année, un militant de l'amdh-Mrirt a réalisé une vidéo témoignage de l'avocat des mineurs grévistes de Jbel Aouam. L'avocat y explique notamment que le juge a exercé des pressions sur les

mineurs pour qu'ils retirent leurs plaintes.

Dans les années 70-80, au nord de la France dans la région du Nord-Pas-de-Calais, les travailleurs marocains étaient encouragés à venir travailler dans les mines. Mais ils étaient victimes de discrimination par la société qui les employait à la mine. En effet, celle-ci considérait que ces mineurs venus du Maroc sont "inférieurs" à ceux d'origine Européens. Grâce à un combat acharné en justice, les anciens mineurs du nord-pas-de-calais ont récemment gagné en justice. Ils ont enfin retrouvé leur dignité volée.

Le film documentaire "Au fond de la Nuit" donne la parole à ces anciens mineurs du nord-pas-de-calais.